

Lula plaide pour un «nouvel ordre économique plus juste»

Page A 4



Les Buccaneers de Tampa Bay triomphent des Raiders d'Oakland

Page B 5

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 15

LE LUNDI 27 JANVIER 2003

87c + TAXES = 1\$

## Chaude rentrée aux Communes

Rarement l'atmosphère aura-t-elle été aussi lourde au Parlement

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Un ordre du jour chargé attend les députés fédéraux aujourd'hui aux Communes mais l'atmosphère aura rarement été aussi lourde, tant à cause des dossiers à débattre que du climat qui prévaut au sein du parti au pouvoir.

Le risque de guerre en Irak, les négociations dans le dossier de la santé, l'élaboration du premier budget post-Martin, la détermination du premier ministre à assainir le financement des partis politiques sont autant d'enjeux qui, conjugués aux tiraillements de la course au leadership libéral, tiendront les parlementaires en haleine.

Le député aujourd'hui au Conseil de sécurité des Nations unies du rapport des inspecteurs en désarmement mettra le premier ministre Jean Chrétien sur la sellette, car il a toujours dit attendre ce moment pour préciser sa position jugée confuse.

M. Chrétien a dit préférer une action menée sous le parapluie des Nations unies et s'est dit prêt à laisser plus de temps aux inspecteurs, mais il refuse toujours d'exclure explicitement une participation à une action militaire américaine qui n'aurait pas l'appui du Conseil de sécurité.

Le Bloc québécois, qui tenait la réunion de son caucus hier, entend talonner le premier ministre. «On va exiger de M. Chrétien qu'il précise clairement qu'il n'est pas question de faire la guerre en Irak avec l'information dont on dispose maintenant, que ça prend absolument

VOIR PAGE A 8: COMMUNES

## Conférence des premiers ministres sur la santé

## Landry «n'ose pas envisager» un échec

«Il s'agit simplement qu'Ottawa reconnaisse que les moyens sont au mauvais endroit»

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le gouvernement du Parti québécois n'a pas besoin d'un échec lors de la conférence des premiers ministres sur la santé pour se faire valoir durant les prochaines élections provinciales, a soutenu hier à Ottawa le premier ministre du Québec, Bernard Landry.

«Je n'ose pas envisager une conclusion aussi négative de la conférence d'Ottawa. Je ne cherche pas à faire du capital politique sur le dos d'Ottawa. Je veux de l'argent pour les malades du Québec et pour que les médecins et les infirmières puissent les traiter», a-t-il dit après avoir rencontré le caucus du Bloc québécois, caucus qui lui a promis sa coopération, tant dans le dossier de la santé que dans l'arène électorale.

M. Landry compte sur son bilan gouvernemental, un programme progressiste et la «nécessité d'avancer vers la souveraineté» pour gagner la confiance des électeurs québécois. «Je n'ai donc pas besoin d'un échec à Ottawa pour ça. Je ne veux pas d'échec à Ottawa pour ça. Je veux un succès. Alors avis au premier ministre du Canada.»

VOIR PAGE A 8: LANDRY

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page A 6: La sixième condition

### INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 2
Économie.....	B 1	Religions.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Sports.....	B 4
Fonds.....	B 2	Télévision.....	B 7

## 14 Palestiniens tués



AHMED JADALLAH REUTERS

C'ÉTAIT jour de deuil hier à Gaza où quatorze Palestiniens ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche lors du raid de Tshal (l'armée israélienne) le plus en profondeur mené dans la ville depuis le début de la seconde intifada en septembre 2000. Ce bilan est le plus lourd depuis un raid mené en octobre contre la ville de Khan Younés dans la bande de Gaza, où 16 Palestiniens avaient trouvé la mort. Au Caire, la Ligue arabe a condamné l'incursion israélienne en la qualifiant de manœuvre électorale en prévision des élections législatives de demain dans l'État hébreu. Au moins 1800 Palestiniens et 698 Israéliens ont péri dans les violences depuis le début de la seconde intifada. Nos informations en page A 5.

## Irak: délai probable pour l'ONU

Les inspecteurs devraient déposer aujourd'hui un rapport exempt de surprises

D'APRÈS L'AFP, REUTERS ET AP

Les États-Unis acceptent de contrecoeur de donner au moins quelques semaines supplémentaires aux inspecteurs en désarmement de l'ONU, malgré leur volonté d'en finir au plus vite avec Saddam Hussein.

Les inspecteurs vont en tout cas demander aujourd'hui au Conseil de sécurité plus de temps pour vérifier l'existence ou non en Irak d'armes de destruction massive, alors que Washington a accru sa pression en affirmant hier que la situation actuelle ne devait plus durer et accusant Bagdad de liens avec al-Qaïda.

Leur principal allié, le premier ministre britannique Tony Blair, qui retrouvera vendredi prochain le président George W. Bush à Camp David, s'est officiellement rangé hier à l'idée de donner davantage de temps aux experts, et même «autant de temps qu'il faudra», lors d'un entretien accordé à la BBC.

Mais il a cependant estimé que les inspecteurs n'auraient pas «besoin de mois pour savoir si Saddam [Hussein] est en train de coopérer ou pas».

Dans un article paru aujourd'hui, le journal allemand Die Welt cite des sources gouvernementales britanniques non précisées selon lesquelles les inspecteurs se verraient donner jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour produire un «rapport final». Selon Die Welt, les États-Unis auraient l'intention de rappeler leurs informateurs d'Irak dans les prochaines semaines pour souligner qu'à leurs yeux Bagdad cherche toujours à se doter d'armes de destruction massive.

VOIR PAGE A 8: IRAK

■ Trois pacifistes canadiens à Bagdad, page A 2

### L'ENTREVUE

## Les peuples ont besoin de frontières

Pour l'écrivain Avraham Yehoshua, la réconciliation avec les Palestiniens passe aujourd'hui par la séparation

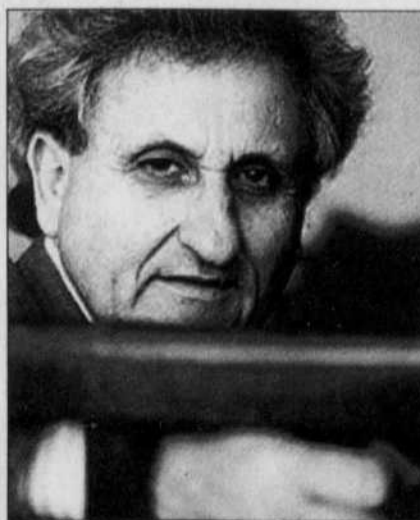
CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DU DEVOIR

Haïfa — Avraham Yehoshua est un homme de la Méditerranée. Sur les hauteurs de Haïfa où il habite, par temps clair, il peut apercevoir la frontière du Liban. Est-ce grâce aux hauteurs du Carmel d'Haïfa qu'il avait pressenti avant tout le monde le danger des attentats suicide?

Au moment de la première guerre du Golfe, en février 1991, il déclarait au quotidien Le Monde craindre que, si rien n'était fait pour soulager les Palestiniens, la frustration développe «la tendance suicidaire des terroristes, qui trouveront alors une légitimation à leurs actes».

Le romancier, qui a largement inspiré le programme du candidat travailliste, Amram Mitzna, ne croyait pas si bien dire. Depuis deux ans, 500 Israéliens sont morts dans des attentats kamikaze. À l'aube d'une seconde guerre du Golfe, l'auteur de L'Amant et de Voyage vers l'An Mil (Calman-Lévy) continue de se faire le promoteur de ce qu'il nomme la «normalité juive». Cette normalité est encore plus urgente, dit-il, maintenant que l'espoir vient d'être brisé.

«Depuis deux ans, tous les Israéliens cessaient le même espoir. La droite israélienne était plus réticente, mais elle aimait que la gauche entretienne l'espoir pour elle. Maintenant, la gauche aussi a perdu espoir. Les gestes des Palestiniens ont été totalement irrationnels. S'ils jugeaient les concessions insuffisantes, ils pouvaient continuer de négocier. S'ils voulaient



Avraham Yehoshua

détruire Israël, ils n'avaient qu'à attendre en misant sur la démographie. Pour les faucons comme pour les colombes palestiniennes, ces attentats suicide sont incompréhensibles. Un demi-État palestinien existait presque déjà. On avait beaucoup investi dans le développement touristique. Arafat était reçu partout. Tout est maintenant cassé.»

VOIR PAGE A 8: YEHOUSHUA

■ Dans les territoires occupés, les élections israéliennes ne suscitent aucun espoir, page A 5

### NPD

## Layton promet de l'espoir aux Canadiens

HÉLÈNE BUZZETTI  
LE DEVOIR

Toronto — De l'espoir. Voilà ce que le nouveau chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, promet d'offrir aux électeurs canadiens lassés, croit-il, d'une absence de solutions de rechange politiques au Parti libéral et à l'Alliance canadienne qui se ressemblent trop.

«Les Canadiens veulent de l'espoir. Et cet espoir arrive fondamentalement à travers le choix», a lancé Jack Layton hier à la clôture du congrès au leadership se tenant à Toronto. «Un choix que vous avez attendu longtemps, parce que, comme moi, vous avez l'impression que notre pays nous file entre les doigts. [...] Il nous file entre les doigts parce qu'on ne reconnaît plus le Canada.»

M. Layton a dit rêver d'un Canada qui ferait «plus sur la scène internationale qu'obéir». Un Canada qui aurait le courage d'adopter des règles aussi sévères qu'en Californie en ce qui concerne les émissions polluantes des voitures. Un Canada qui aurait, comme les États-Unis, un programme de construction de logements sociaux.

M. Layton a invité les militants à se rappeler l'époque pas si lointaine où les taxes trop élevées étaient dénoncées comme un frein à l'économie canadienne et un incitatif aux meilleurs travailleurs de déménager aux États-Unis. «Eh bien! Notre niveau de taxe est plus élevé qu'aux États-Unis aujourd'hui.

VOIR PAGE A 8: NPD

Lire aussi en page A 3

■ Qui est Jack Layton ?  
■ La chronique de Chantal Hébert





## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## NPD

SUITE DE LA PAGE 1

Et pourtant, notre économie se porte mieux. Peut-être que l'Alliance canadienne peut expliquer ses mensonges. C'est à cause de notre qualité de vie, de notre sécurité sociale et de notre système de santé!», a-t-il lancé à une foule euphorique.

Le nouveau chef mise aussi sur le développement du train (léger, de marchandises ou de passagers) au Canada ainsi que sur l'aide aux grands centres urbains. Il croit qu'il apporte au NPD une fraîcheur, mais aussi une meilleure compréhension des milieux urbains moins représentés par le parti.

## Un nouveau chef incontesté

M. Layton a été couronné samedi à Toronto au terme d'un congrès à la chefferie sans histoire: aucun ralliement n'aura été nécessaire, pas plus qu'un calcul stratégique dans les votes de deuxième ou troisième tour puisque M. Layton, contredisant ainsi toutes les prédictions, s'est fait élire dès le premier tour avec 53,5 % des votes.

En seconde place est arrivé le député de longue date Bill Blaikie avec 24,7 % des voix, suivis des quatre autres candidats (les députés Lorne Nystrom — qui en était à sa troisième tentative à la chefferie du NPD — et Joe Cormartin, Pierre Ducasse et Bev Meslo) qui n'ont pas dépassé la barre des 10 %. Le Québécois Pierre Ducasse n'a obtenu que 3,7 % des voix, un score dont il s'est dit déçu. En matinée samedi, M. Ducasse s'était révolté la découverte de la journée pour les militants qui avaient visiblement apprécié son discours. Beaucoup affirmaient qu'il avait été de loin le meilleur orateur.

Mais les discours des candidats n'auront pas fait une grande différence dans les résultats finaux. Les militants néo-démocrates avaient eu la possibilité de voter par Internet ou par la poste avant le congrès et plus de 40 000 personnes s'étaient prévaluées de ce droit. À peine 4000 personnes de plus ont voté au courant de la journée. Quelques personnes présentes à Toronto disaient regretter de ne pas avoir attendu, parce qu'ils auraient voulu donner leur appui à Pierre Ducasse au premier tour.

M. Ducasse avait un plan d'action en cinq points, parfois un peu dérangeant en regard à la tradition NPD. «Pour obtenir des résultats que vous n'avez jamais eus, il faut faire ce que vous n'avez jamais fait», avait-il répété dans son discours, une phrase-clé que M. Layton a reprise dans son discours de victoire en indiquant qu'il y aurait de la place pour M. Ducasse dans son équipe.

De même, le vote syndical n'aura pas déformé la volonté de la base militante. Les résultats étaient en effet pondérés pour que le vote des délégués des centrales syndicales compte pour 25 % du total. Compte tenu du taux de participation, chaque vote de ces délégués équivalait donc à 15 votes de militants «ordinaires». Mais les délégués ont voté plus ou moins dans les mêmes proportions pour chacun des candidats, mis à part pour Lorne Nystrom, qui n'a obtenu que 3,7 % des votes de délégués contre 11,1 % de celui des militants.

## Un chef sans siège

Jack Layton a par ailleurs réitéré sa position selon laquelle il ne tentera pas de se faire élire à la Chambre des communes avant les prochaines élections générales, qu'il prévoit d'ici 12 à 13 mois, soit tout de suite après le départ de Jean Chrétien. Et si les Svend Robinson ou Libby Davies qui l'ont appuyé dans sa campagne d'frat de démissionner pour lui laisser la place?

«Je ne pense pas que j'accepterais leur démission. Je ne demande à personne de démissionner. Nous avons besoin de toute l'équipe», a-t-il répondu sans hésitation.

Son adversaire Bill Blaikie avait articulé sa campagne autour de ce thème: un chef doit pouvoir intervenir au Parlement, surtout maintenant que de grands débats, comme le réinvestissement en santé ou une possible intervention militaire en Irak, sont en cours. M. Blaikie s'est rallié à son chef. «Je suis ici pour dire: bienvenue dans l'équipe, Jack.»

La majorité des 14 députés néo-démocrates interrogés tout de suite après le dévoilement des résultats disaient qu'il n'était pas impératif pour le chef de faire son entrée au Parlement.

«Nous devons maintenant passer à autre chose», a résumé Wendy Lill, pourtant une supporter de M. Blaikie. «Je crois que ce serait inutile qu'il se présente à une élection partielle qu'il n'a aucune chance de remporter.»

M. Layton dit vouloir attendre la circonscription de Toronto-Danforth, présentement tenue par l'éventuel candidat au leadership libéral Dennis Mills.

La cheffe sortante Alexa McDonough, qui s'est réjouie que le parti sorte de cette course au leadership «absolument uni», a indiqué que la décision reviendrait à M. Layton. «La majorité des délégués nous ont dit que c'est Jack qui devait être chef, alors à nous maintenant de composer avec le fait qu'il n'est pas encore député.»

L'ancien chef Ed Broadbent, qui appuyait Jack Layton dans sa campagne, tenait le même discours. «Il doit choisir prudemment une circonscription pour l'avenir et non pour répondre à un impératif immédiat», quitte à attendre plus longtemps, dit-il. M. Layton vient de la région torontoise et c'est là qu'il doit se présenter, croit-il, et non en Colombie-Britannique ou ailleurs.

D'autres, comme Yvon Godin, Pat Martin et Peter Stoffer, ont demandé à ce que le nouveau chef subisse le test électoral le plus vite possible. Ils parlent de la circonscription ontarienne Perth-Middlesex, libérée par le libéral John Richardson pour des raisons de santé. «Il devrait faire tous les efforts nécessaires pour être à la Chambre le plus vite possible et pas seulement dans le balcon des visiteurs», a dit M. Martin.

M. Layton prévoit être à Ottawa trois jours par semaine pour réagir à la période de questions quotidienne. Comme il n'a plus d'emploi (il a démissionné en tant que conseiller municipal de Toronto), le parti devra déterminer au cours des prochains jours s'il paiera ou non un salaire à son chef en attendant son élection à la Chambre des communes.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à distribuer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est employeur et diffuseur des informations publiées dans Le Devoir Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, division de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## COMMUNES

SUITE DE LA PAGE 1

une deuxième résolution des Nations unies et qu'on ne peut accompagner les Américains sans une telle résolution», a expliqué le chef bloquiste Gilles Duceppe à l'issue de la réunion.

Le Bloc veut aussi que le Parlement puisse examiner la preuve fournie et qu'il tienne lui-même un vote. Il est de plus opposé à ce que le Canada relève les troupes américaines en Afghanistan pour leur permettre d'aller se battre en Irak. «Il faut mettre fin à l'ambiguïté. On ne peut accepter les faux-fuyants qui servent de politique au Canada en cette matière», a dit M. Duceppe.

Les bloquistes ne seront pas seuls dans ce camp, le chef Joe Clark déclarant, à l'issue de la réunion du caucus hier, qu'il était «urgent» que le Canada clarifie sa position et s'engage à n'agir que sous l'égide des Nations unies.

Le nouveau chef du NPD, Jack Layton, a pour sa part fait sienne l'opposition à la guerre de la cheffe sortante Alexa McDonough. Il ne sera toutefois pas en Chambre pour mener la bataille, puisqu'il n'y siège pas. Le chef allianciste Stephen Harper défendra le point de vue inverse. Il a précisé vendredi, en marge de la rencontre de son propre caucus, qu'il voudrait que le Canada soit prêt à se joindre à une coalition menée par les Américains, mandat onusien ou pas.

Ces divergences se reflètent discrètement au sein du caucus libéral, mais pourraient devenir plus apparentes si un débat exploratoire devait avoir lieu sur le sujet.

Sur le plan intérieur, la priorité de tous les partis ira à la santé en préparation de la conférence des premiers ministres des 4 et 5 février prochains à Ottawa. Le caucus du Bloc québécois a d'ailleurs reçu hier la visite du premier ministre Landry pour faire le point sur la rencontre provinciale de la semaine dernière (voir autre texte). M. Landry compte sur le Bloc québécois pour défendre le point de vue du Québec et des autres provinces, ce que les bloquistes promettent de faire.

L'Alliance canadienne sera un allié de circonstance, puisqu'elle soutient la position des provinces, mais le NPD, lui, a déjà fait savoir qu'il se battra pour la mise en œuvre intégrale du rapport Romanow, ce qui plaira aux libéraux.

Lenjeu est de taille, car il influe sur la préparation du premier budget de John Manley attendu à la fin février. Le gouvernement affiche, pour les huit premiers mois de l'année en cours, un surplus de 8,2 milliards, soit presque le double de celui prévu à l'automne par M. Manley, ce qui a relancé les pressions dépensières.

## LANDRY

SUITE DE LA PAGE 1

Pour arriver à une solution lors de la conférence des 4 et 5 février, il faudra toutefois de la souplesse et des fonds suffisants, a-t-il averti, et non pas un gouvernement fédéral qui dicte à chaque province comment et où dépenser les fonds. Dans une proposition soumise aux provinces la semaine dernière, Ottawa suggère de créer un fonds à usages multiples pour financer la réforme des soins à domicile, des soins de première ligne et établir une assurance-médicaments partielle. Le tout est toutefois assorti d'exigences en matière de reddition de comptes et d'une proposition pour l'adoption d'indicateurs de rendement uniformes.

M. Landry convient que les priorités générales établies par chaque niveau de gouvernement peuvent se recouper. «Alors si les objectifs du fédéral et des provinces — parce qu'on a fait l'unanimité à Toronto [la semaine dernière] — sont les mêmes, pourquoi ne pas y aller par objectifs et être souple sur les modalités?» a-t-il demandé d'un ton conciliant.

Il a toutefois tenu à rappeler le vote unanime de l'Assemblée nationale contre un financement fédéral conditionnel et d'insister: «S'il y a toute la souplesse voulue, pas de problème. Nous allons nous entendre et rapidement. S'il y a rigidité, s'il y a un désir d'impérialisme, désir de nous doter d'un appareil statistique alors qu'on a besoin de scanners, ce sera plus difficile. Mais la bonne foi se présume et je présume que le premier ministre du Canada est de bonne foi. Moi-même et tous mes collègues des provinces les sommes. On devrait y arriver.»

Il est toutefois intraitable sur la question de l'imputabilité. Pas question de rendre de comptes à qui que ce soit d'autre qu'à la population québécoise. Il a d'ailleurs fait remarquer que cette dernière cibait les politiciens provinciaux quand il y avait des problèmes et non pas Ottawa, malgré les compressions imposées depuis 1995.

«Pour le reste, la bonne foi devrait nous permettre de nous arranger, mais il faut que l'argent soit au rendez-vous», a-t-il prévenu. La semaine dernière, les premiers ministres des provinces ont demandé cinq milliards dès cette année et davantage les années suivantes. On parle d'environ 35 milliards, au total, sur cinq ans. On s'estime raisonnable depuis que le gouvernement fédéral a affiché un surplus de 8,2 milliards

## YEHOSHUA

SUITE DE LA PAGE 1

Selon Yehoshua, les Israéliens ont aujourd'hui le sentiment que leurs partenaires sont devenus fous. Ils ne parviennent tout simplement pas à imaginer que des jeunes de 20 ans vont à la mort de leur propre gré. Lorsque le terrorisme suicidaire est apparu, au milieu des années 90, tout le monde a cru que c'était provisoire, que le Hamas voulait faire capoter les accords. Personne ne croyait qu'il s'intensifierait avec les négociations de camp David, alors que Clinton et Barak étaient prêts à garantir aux Palestiniens 97 % de leurs territoires.

Yehoshua croit qu'en définitive, les Palestiniens n'ont pu se résoudre à la paix. «L'identité nationale palestinienne s'est créée autour du conflit. Avant le sionisme, les Palestiniens se disaient Syriens ou Jordaniens. L'arrivée des Juifs a accéléré la création des Palestiniens à travers un conflit très spécial. C'est terrible ce que les Palestiniens ont subi. Le retour d'un peuple à sa terre après 2000 ans est un phénomène unique dans l'histoire humaine.»

Yehoshua ne dit pas si les Israéliens, qui ont toujours préféré se tourner vers l'Europe que d'accepter le Moyen-Orient, n'ont pas cru, de leur côté, pouvoir se débarrasser du monde arabe en quelques semaines de négociations. Il croit tout de même que ce fut une erreur d'exiger en échange des concessions de Camp David l'arrêt définitif du conflit. «Barak a foncé comme l'homme de commando qu'il a été. Les Palestiniens n'étaient pas prêts pour mettre un terme au conflit.»

Mais, pour Yehoshua, il y a quelque chose de plus profond dans ces attentats suicides. «J'ai choqué beaucoup de monde en disant que les Juifs portaient en eux des

éléments qui rendent l'autre fou, qui incitent à la folie. C'est l'ambiguïté fondamentale du Juif. Il ne sait pas où est sa frontière. Je ne parle pas des frontières physiques. Les Allemands aussi sont devenus fous avec nous. Ils voulaient nous massacrer pour rien.»

Aujourd'hui, l'écrivain de Haïfa croit que les Juifs ont désespérément besoin de frontières. Une frontière pour éviter le terrorisme, pour faire sortir les colons qui harcèlent les Palestiniens, mais aussi pour que les Juifs qui habitent Israël renouent avec l'idée fondatrice de leur pays.

«Nous avons vécu avec les Palestiniens sans frontière. Un peuple a besoin d'une frontière comme une maison a besoin d'une porte. Les sionistes ont justement créé Israël pour avoir des frontières. Le Juif, au contraire, n'aime pas les frontières. Après la Guerre de six jours, on a trahi l'esprit du sionisme qui est la souveraineté et les frontières. Le grand sioniste Ben Gourion fut le premier à dire après la guerre qu'il fallait restituer tous les territoires.»

La souveraineté d'Israël sur la Cisjordanie a toujours été une utopie. Chaque nouvelle colonie crée le mythe parfaitement suicidaire que six millions d'Israéliens (dont un million d'Arabes) peuvent intégrer trois millions de Palestiniens. Les démographes calculent que, dans dix ans, il y aura plus d'Arabes que de Juifs entre le Jourdain et la Méditerranée.

Le pays n'a-t-il pas toutes les misères du monde à intégrer le million d'Arabes israéliens qui y vivent déjà? En 1948, les Arabes israéliens n'étaient que 120 000. Cinquante ans plus tard, ils se sont multipliés par neuf. La population juive, elle, ne s'est pas multipliée par six malgré les flots d'immigrants qui n'ont cessé de débarquer.

Yehoshua ne participe pas au mythe de la réunification de Jérusalem qui fait pourtant presque l'unanimité chez les Juifs. Né dans la Ville sainte, à la fin des années 60, il a même choisi de la quitter pour s'installer

pour les huit premiers mois de l'année en cours. L'évocation de ces chiffres a ramené la question du déséquilibre fiscal sur le tapis. «Les moyens sont à Ottawa et les besoins cruciaux sont au Québec et dans les provinces», a encore répété M. Landry, parlant d'un manque à gagner de 50 millions par semaine pour le Québec. Un constat qui fait l'unanimité à Québec et qui a été repris par Roy Romanow et la Conférence Board, a-t-il ajouté.

Il compte le rappeler lors de la conférence des premiers ministres. «On va venir ici avec le dossier le plus solide qu'on ait jamais présenté globalement, toutes les provinces, pour que justice soit faite au nom des patients et des malades, qu'ils soient à Shawinigan, à Moose Jaw ou à Saskatoon.»

M. Landry a fait remarquer que le ministre de la Santé, François Legault, avait un plan de réforme tout prêt et qu'il n'attendait que des fonds supplémentaires pour passer à l'action. «Les surplus sont là à Ottawa immédiatement. Ce sont les malades qui attendent. [...] Le jour où le chèque arrive, où on a l'argent, regardons-nous aller. On sait ce qu'il faut faire, comment le faire. [...] Nous sommes prêts. Il s'agit simplement qu'Ottawa reconnaisse que les moyens sont au mauvais endroit.»

MM. Landry et Duceppe entendent par ailleurs travailler de concert lors des prochaines élections provinciales. M. Duceppe pense pouvoir le faire sans négliger le travail parlementaire. Il en veut pour preuve les campagnes électorales et référendaires qui se sont multipliées durant les années 1990.

Bernard Landry a par conséquent profité de l'occasion pour défendre l'existence du Bloc, la seule voix offerte aux millions de souverainistes sur la scène fédérale. «Le Bloc québécois doit être à Ottawa jusqu'au jour de la souveraineté», a-t-il dit.

Il a aussi vivement déploré les propos tenus par Paul Martin en fin de semaine, à Davos. Alors qu'il commentait le projet de loi sur le financement des partis politiques et la possibilité que les partis reçoivent des fonds publics, M. Martin s'est demandé si les Canadiens accepteraient de voir leurs taxes financer un parti souverainiste comme le Bloc.

«Hé je paie mes impôts à Ottawa! [...] Je suis surpris et déçu que Paul Martin, avec qui j'ai eu de bonnes relations comme ministre des Finances, dise des sottises semblables», a lancé Bernard Landry. Gilles Duceppe était tout aussi indigné, rappelant que M. Martin n'hésitait pas à accepter l'argent de tous les Québécois pour défendre des projets fédéralistes.

## IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

Les informations recueillies par les États-Unis seraient rendues publiques, ajoute le journal.

Le nouveau délai accordé à l'ONU donnerait à Washington et à Londres le temps d'achever leurs déploiements militaires dans la région, dit encore Die Welt.

Pour Dominique de Villepin, «plusieurs semaines, voire quelques mois» supplémentaires seraient nécessaires pour mener à bien les inspections en désarmement des Nations unies. «Le processus des inspections se déroule conformément à l'esprit de la résolution» 1441 des Nations unies sur l'Irak, a jugé hier soir le ministre français des Affaires étrangères, qui était l'invité de France 3, à la veille de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le rapport des inspecteurs. «L'information dont dispose aujourd'hui la communauté internationale est plus grande qu'il y a deux mois [...] Nous voulons qu'elle soit plus grande, nous voulons aller plus loin», a-t-il précisé.

## La nébuleuse terroriste

Invité du Forum économique mondial à Davos (Suisse), le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a assuré que le régime de Saddam Hussein avait «des liens clairs» — qu'il n'a pas précisés — avec la nébuleuse terroriste, en particulier avec l'organisation al-Qaïda d'Oussama ben Laden, commanditaire désigné des attentats du 11 septembre 2001. Des propos repris peu après par le secrétaire général de la Maison-Blanche, Andrew Card, selon qui «Saddam Hussein entretient depuis longtemps des relations avec des organisations terroristes, y compris le réseau al-Qaïda».

L'Irak a rejeté de telles accusations. Interrogé par la BBC, le vice-premier ministre Tarek Aziz a déclaré: «Ils [les Américains] mentent tout simplement.» Il a affirmé qu'en cas de guerre l'Irak n'utiliserait pas d'armes chimiques ou bactériologiques, «parce que nous n'en avons pas». Il a toutefois reconnu que l'armée irakienne avait reçu des équipements de protection contre de telles armes, mais que cette mesure avait été prise «pour se protéger contre leur usage par l'autre partie».

M. Powell a estimé que l'Irak avait «raté le test» de la déclaration sur son arsenal, remise en décembre à l'ONU. «Nous approchons probablement du moment où nous aurons à passer à l'étape suivante», a-t-il dit, renforçant la thèse d'un recours à la force à brève échéance contre Bagdad.

Alors que la France et l'Allemagne affichent leur opposition à une intervention militaire contre Bagdad en l'état actuel des choses, M. Powell a souligné que les États-Unis étaient «prêts à agir même si d'autres ne sont pas disposés à nous rejoindre».

## Rapport d'inspection

La présentation du rapport des chefs des inspecteurs, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, qui sera publique, devrait commencer ce matin et ne pas dépasser une heure. M. ElBaradei, a annoncé qu'il recommanderait la poursuite des inspections, qui ont repris fin novembre après quatre ans d'interruption, et ajouté que son rapport ne contenait pas de surprises.

Déplorant que l'Irak n'ait pas encore pleinement coopéré avec les inspecteurs, M. ElBaradei a pressé hier l'Irak de convaincre ses scientifiques de se laisser interroger en privé. Il est «regrettable», selon lui, que trois scientifiques irakiens l'aient refusé samedi.

Ce rapport — premier bilan de deux mois de travaux sur le terrain — représente une étape cruciale aux yeux de la communauté internationale dont certains membres détermineront leur position selon les conclusions des experts des Nations unies.

La position américaine pourrait être connue demain avec le discours sur l'état de l'Union de Bush, alors que les 15 membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront mercredi pour discuter de leur position respective sur la question.

En Irak, Saddam Hussein a présidé hier une réunion conjointe du Conseil de commandement de la révolution (CCR, plus haute instance dirigeante) et du commandement du parti Baas au pouvoir, consacrée à l'examen «de la situation».

Bagdad a promis aux États-Unis et à la Grande-Bretagne qu'en cas d'attaque ils rapatrieraient leurs soldats «dans des sacs en plastique».

Sur le terrain, les experts en désarmement ont visité hier une dizaine de sites, notamment un centre de contrôle de la peste bovine et un centre de recherche sur la tuberculose à Bagdad.

L'armée américaine, en manœuvres dans le désert koweïtien, devait lancer hier soir un exercice conçu sur le modèle de l'offensive lancée en janvier 1991 et qui avait permis de bouler les troupes irakiennes hors du Koweït.

dans une métropole industrielle du nord.

Pendant des centaines d'années, dit-il, les Juifs n'ont pas possédé les lieux saints. Cela n'a pas empêché sa propre famille de venir à Jérusalem au début du XIX<sup>e</sup> siècle. «Tout le monde pouvait venir. En colonisant systématiquement Jérusalem, en imbriquant les quartiers juifs et palestiniens, Israël a créé un problème inextricable. Jérusalem est le cœur des Juifs et le cœur des Palestiniens. C'est exactement comme si on avait branché l'un sur l'autre les circuits sanguins de deux individus qui ne veulent pas vivre ensemble.»

Ni la gauche, ni la droite n'ont voulu faire une frontière, dit-il. Elle serait pourtant un grand soulagement pour les Juifs comme pour les Palestiniens. Yehoshua croit qu'elle pourra arrêter 90 % du terrorisme. Il croit aussi qu'elle permettra aux Palestiniens de faire leur police eux-mêmes. «Ça va calmer la situation. Immédiatement, le climat changera. Alors, on pourra négocier.»

En cette époque de mondialisation, on ne peut pas dire que l'idée de Yehoshua soit à la mode. On lui a répliqué qu'il fallait faire comme l'Europe et plutôt faire tomber les frontières. «Ce n'est pas l'Europe ici, dit-il. Et, de toute façon, l'Europe a eu des frontières pendant des siècles. Même aujourd'hui, l'Europe ne peut pas vivre sans frontières.»

Les frontières ne résoudront probablement pas à elles seules la crise d'identité permanente qui caractérise les Juifs. Pour cela, dit-il, il faudra un jour séparer la religion et la nationalité.

«Il faut qu'Israël devienne comme la France ou les États-Unis: une nation où l'on peut être Français ou Américain sans être catholique. C'est le grand espoir d'Israël. On pourra alors faire partie du peuple juif historique sans être obligatoirement de religion juive. On pourra même avoir des Juifs catholiques ou musulmans. Mais, ce n'est pas pour tout de suite...»

LE DEVOIR

# LES SPORTS

XXXVII<sup>e</sup> Super Bowl

## Jon Gruden et les Buccaneers triomphent des Raiders 48-21

PHILIPPE REZZONICO  
PRESSE CANADIENNE

San Diego — Huit millions de dollars et quatre choix au repêchage représentaient finalement un excellent investissement des Buccaneers de Tampa Bay afin de mettre la main sur l'entraîneur Jon Gruden.

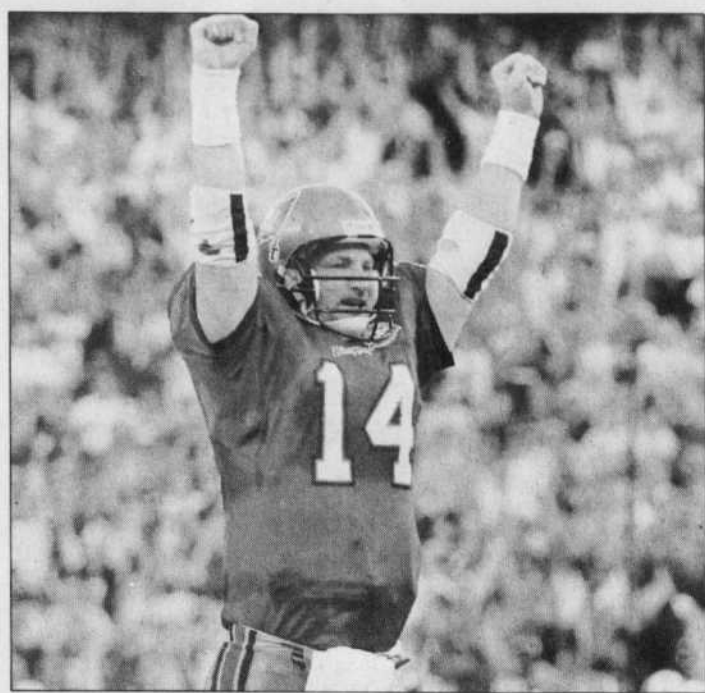
Dominants en défense et menés de main de maître en attaque par les stratégies de Gruden, les Buccaneers de Tampa Bay ont vaincu les Raiders d'Oakland, hier, l'emportant 48-21 lors de la présentation du XXXVII<sup>e</sup> Super Bowl devant 67 603 spectateurs.

Les Buccaneers remportent ainsi le championnat du football américain à leur première participation. Les Raiders, gagnants de trois titres, subissaient une première défaite depuis le revers subi contre Green Bay, lors du deuxième Super Bowl.

Méthodiques au possible en attaque, les Buccaneers ont exercé un contrôle du ballon insensé. Pourtant pas réputés pour inscrire des points à la tonne, ils en ont marqué 17 sans riposte au deuxième quart avant d'en ajouter 14 au troisième par l'entremise d'une passe de touché de huit verges à Keenan McCardell et du retour d'interception de 44 verges de Dwight Smith.

Le touché de McCardell, son deuxième de la rencontre, couronnait une poussée de 89 verges qui aura duré près de huit minutes. Michael Pittman aura récolté plus de 100 verges au sol pour Tampa Bay.

La meilleure attaque de la NFL aura été plutôt timide. Rich Gannon a été victime de quatre sacs et de cinq interceptions, Jerry Rice a capté sa première passe avec 3:30 à faire au troisième quart, Oakland a gagné 18 verges au sol et l'attaque totale fut de quelque 250 verges. La défense de Tampa Bay, qui inonde le centre du terrain avec ses demis défensifs, aura eu le meilleur. Jerry Porter a capté une passe



Le quart-arrière des Buccaneers de Tampa Bay, Brad Johnson, lève les bras après le premier touché de son équipe, au deuxième quart.

de touché à la fin du troisième quart à la suite d'une décision discutable. Les reprises télévisées démontraient que le receveur des Raiders n'avait pas le parfait contrôle du ballon dans la zone de buts. Les Raiders ont ensuite raté la transformation de deux points.

Oakland a ensuite ajouté deux autres touchés au dernier quart, l'un quand Eric Johnson a ramené un botté bloqué dans la zone de buts, l'autre quand Gannon a rejoint Jerry Rice qui a complété le travail. Dans les deux cas, la transformation double a été ratée.

Derrick Brooks et Dwight Smith ont mis les derniers points d'exclamations à cette victoire des Buccaneers en ramenant des interceptions pour des touchés avec

moins de deux minutes à jouer.

**Défense et stratégie**  
D'un match dont on attendait beaucoup, la première demie aura été placée sous le signe de la défense et de la stratégie.

Les Buccaneers ont multiplié les diverses formations en attaque afin de confondre la défense des Raiders. Cela n'a pas toujours eu du succès, notamment quand Brad Johnson a décoché une passe molle lorsque plaqué par Regan Upshaw sur la première séquence des siens. Le demi de coin Charles Woodson a facilement capté le ballon avant d'être poussé hors du terrain.

Les Raiders n'ont toutefois pu en profiter, leur première poussée à l'attaque se terminant par le sac

de Simeon Rice aux dépens de Gannon. Sebastian Janikowski a alors fait mouche d'une distance de 40 verges: 3-0 Raiders après 4:20 de jeu.

Les Buccaneers ont riposté de la même façon avec un botté de précision de 31 verges de Martin Gramatica à 7:09, mais ils ont toutefois fait avancer le ballon avec facilité sur 60 verges avec une attaque sans caucous. Johnson a complété deux longues passes à Joe Jurevicius.

L'ailier défensif Greg Spires a fait passer un dur moment à Gannon, le renversant une fois derrière sa ligne de mêlée et le pressant à outrance. Spires s'est même permis de renverser le massif Lincoln Kennedy d'une main.

C'est cette pression qui a mené à la première interception du demi de sûreté Dexter Jackson, lorsque Gannon a tenté de rejoindre Doug Jolley. Les Buccaneers n'ont guère capitalisé, mais Gramatica a quand même logé un autre ballon entre les poteaux sur 43 verges, à 3:44 du deuxième quart, pour une avance de 6-3.

Gannon a ensuite été victime d'une autre interception de Jackson quand il a tenté une passe télégraphiée vers Jerry Porter. Les Buccaneers n'ont pas ajouté de points, mais ils ont repoussé les Raiders à leur ligne de 11 verges. Ces derniers n'ont pas gagné le premier jeu et Rice a récolté un autre sac, écrasant Gannon au sol.

Cette fois, les Buccaneers ont tiré parti d'une position avantageuse en entamant la poussée au 27 des Raiders. Elle s'est terminée par une course de deux verges de Mike Alstott en plein centre pour une avance de 13-3 à 8:36.

Et quand Johnson a rejoint McCardell sur cinq verges pour un autre touché avec 30 secondes de jeu à la demie qui a fait 20-3, les partisans des Raiders étaient muets comme des tombes.

TENNIS

## La nouvelle sagesse d'André Agassi

ASSOCIATED PRESS

Melbourne — Depuis, sans doute, la cassure dans la carrière d'André Agassi en 1997, année où il a terminé au 122<sup>e</sup> rang du classement mondial, l'Américain, vaguement punk et irrévrencieux, est devenu un sage.

On l'a encore vu à Melbourne Park hier, quand le «champion diplomate», «l'homme public», aussi sûr dans ses interventions micro en main que dans ses choix tactiques sur un court, a fêté sa quatrième victoire aux Internationaux d'Australie, sa huitième en Grand Chelem, avec retenue et doigté.

Il a eu d'abord un mot gentil — et sensé — pour l'infortuné Allemand Rainer Schüttler, déclassé 6-2, 6-2, 6-1 en 76 minutes, soulignant à l'intention de la foule la somme de travail fourni par l'Allemand pour arriver jusque là: «Rainer est un gros travailleur que je salue», a-t-il dit.

On écoute désormais Agassi, comme s'il détenait un secret, cet homme qui se bonifie au fil des ans, qui a gagné cinq de ses huit titres majeurs depuis son 29<sup>e</sup> anniversaire.

Dans le sport moderne, ce palmarès représente un monde à l'envers. Car même Jimmy Connors, qui a eu suffisamment de combativité pour accéder à une demi-finale des Internationaux des États-Unis à 39 ans, n'a remporté que trois de ses huit titres majeurs après 29 ans.

Et voilà Agassi qui se hisse maintenant au niveau de Connors dans la liste des vainqueurs majeurs.

Imaginez-t-il la fin de sa carrière, en a-t-il fixé des limites?

«Si mon meilleur tennis n'est plus capable de me donner la victoire, ce sera le moment de partir, a-t-il dit. Car comment ressentir le désir, comment se dévouer, se préparer, sans aucun résultat au bout?»

EN BREF

### Anja Paerson devance Kostelic

Maribor, Slovénie (AP) — La Suédoise Anja Paerson est venue à bout de sa rivale Janica Kostelic — et des boules de neige lancées sur la piste par les supporters de la Croatie — pour remporter le slalom de Maribor, hier, et signer sa troisième victoire consécutive en Coupe du monde. Paerson, championne du monde en titre de la spécialité et déjà lauréate du slalom géant samedi, a conservé son avance de la première manche et s'est imposée dans le temps combiné d'une minute, 38,98 secondes. L'étoile montante du ski autrichien, Nicole Hosp, est encore une fois montée sur le podium. Elle a pris la troisième place, en 1 min 39 s 32.

### Kalle Palander signe la première victoire finlandaise

Kitzbühel, Autriche (AP) — Kalle Palander est devenu hier le premier Finlandais à remporter une course de la Coupe du monde de ski alpin en terminant premier du slalom de Kitzbühel. Palander a réalisé deux manches solides sur la piste de Ganslern et s'est imposé en une minute, 41,75 secondes. «Bien sûr, le titre mondial c'était super mais je voulais vraiment une victoire en Coupe du monde», a déclaré Palander. L'Autrichien Rainer Schönfelder a terminé deuxième du slalom, en 1 min 42 s 06, suivi de son coéquipier Heinz Schilchegger, troisième en 1 min 42 s 28.

Téléphone: 985-3322  
Télécopieur: 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel:  
petitesannonces@ledevoir.com

La terre est riche de son monde

**DÉVELOPPEMENT ET PAIX**

1-888-234-8533  
(514) 257-8711  
www.devp.org

**AVIS**  
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

**I · O · N · D · E · X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES  
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI  
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES  
600 • 699 VÉHICULES

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**  
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

**Propriétaires!**

Logement à louer?  
Propriété à vendre?

**1592\$\***

\*4 lignes, 3<sup>me</sup> par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 32% de plus.

Heure de tombée: 14h00 tous les jours (lun.-ven.)

**985-3322**

Communiquer avec un conseiller publicitaire dès maintenant. Différents forfaits disponibles.

**LE DEVOIR**

**Environnement Canada**

**Montréal**

**Prévisions météo**

ALJOURD'HUI: Ensoleillé max -17  
CE SOIR: Ciel variable min -20  
MARDI: Ciel variable max -10, min -20  
MERCREDI: Ensoleillé max -9, min -11  
JEUDI: Neige max -8, min -16

**La météo en un clin d'œil**

Hier Normales  
Max. -5 -4.6  
Min. -18 -14.0  
Precip. 0.5 mm

Phases de la lune  
2/4 2/12 2/20 2/27

Levier du soleil 7:22  
Coucher du soleil 16:54  
Indice UV -???

**Canada**

St. John's	☁	4/0
Halifax	☁	1/3
Ottawa	☁	-16/-24
Toronto	☁	-11/-18
Winnipeg	☁	-5/-25
Edmonton	☁	-2/-4
Regina	☁	-15/-5
Vancouver	☁	10/6
Whitehorse	☁	-15/-25
Yellowknife	☁	-32/-36

**Le monde**

New York	☁	-7/-10
Chicago	☁	-6/-22
Atlanta	☁	5/-6
Miami	☁	23/13
Los Angeles	☁	24/14
Rio de Janeiro	☁	28/23
Amsterdam	☁	9/8
Moscou	☁	0/-2
Tokyo	☁	16/6
Sydney	☁	26/20

Parlez directement avec un prévisionniste

**Météo Conseil**  
1-900-565-4455  
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL  
**www.meteo.ec.gc.ca**  
La météo canadienne sur le Web

**101 PROPRIÉTÉS À VENDRE**

AHUNTSIC, 10720 Sacré-Coeur  
Près boul Gouin et rivière, bungalow, 3 c.c., 2 s. de b., s.-s. fini, gar. Libre. 225 000\$ 276-1355

ANJOU (5 min. métro)  
Spill level, 3 c.c., rénové, bois franc, s/sol fini, spa. 180 000\$ (514) 355-0709

**160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER**

C.D.N., 3 002 ave Lacombe  
Haut duplex entièrement détaché. 7 1/2, grande terrasse à l'avant. Métro UdeM à 2 pas. 2 c.c., lavoir, bureau, 2 s. de b., lavrais, inclus. 1 450\$ chauffé. Libre. 344-4309

CENTRE-VILLE: lumineux 7 1/2 2 700 \$/m. Aussi 4 1/2, 2 200 \$/m. 514-917-7612, 514-933-4399

**DISCRIMINATION INTERDITE**

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

NDG. Grand 5 1/2, p. de lumière, bois franc, foyer, aire ouverte. 925 \$ 1 mars. 514-525-5691

PAT, gr. 6 1/2, sur 2 étages, bord fleuve, estu ch. + semi-chauffé. La campagne en ville! Tr. propre, 2 esp. stat. Libre juin 2003. 1150\$/m. Ginette ou André. 514-645-1282

**WESTMOUNT**  
Sous-location ou reprise de bail. 3 1/2 chauffé (poss. meublé) 725\$ 895-0531

WESTMOUNT adj., pr. Oratoire, charmant 6<sup>me</sup> entièrement rénové, foyer, s.-sol non-fini, stat. 1 mars. Cachet. 1 950 \$ 514-485-7065

**170 HORS FRONTIÈRES À LOUER**

FRANCE/SUD-OUEST - Lauzerte  
Maison village médiévale chemin St-J.-de-Compostelle 1<sup>me</sup> de Toulouse, 1 confort (4-5 pers.) 450-451-8823  
011 33 5 63 94 70 09  
www.hudson-gestion.com

PARIS - 400 euros/sem.  
Bastille, Marais et Oberkampf. judithpere@yahoo.com

**176 CHALETS À LOUER**

10 MIN. PARC DE LA MAURICIE  
3 ch, bord de lac, foyer, tourbillon. 21 fév. au 16 mars. 819-373-8809

CHARLEVOIX (Ste-Irène)  
Vue sur fleuve, avec tous les services, sem./mois. (418) 452-8276

SUTTON - Chambre à louer, fin de sem. Saison ski. Village, près services, non-fum., accès cuisine, Réf. requises. 450-538-1362

**307 LIVRES ET DISQUES**

BONHEUR D'OCCASION  
achetez à domicile livres de qualité en tous genres, anciens, modernes et rares. 4487 De La Roche 914-2142

BOUCHONNERIE ST-DENIS(4075)  
achète à domicile: arts, BD, photo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

**340 ARTICLES DE SPORT**

EXERCISEUR ÉLLIPTIQUE haut de gamme Precor EFX 5.17. 2 900\$. 514-252-7186

**530 COURS**

ANGLAIS (TOEFL) par diplôme, Ph.D. 8hres/200\$ 514-469-3801

ATELIER D'ÉCRITURE Sylvie Massicotte, auteure. 514-522-1429

**FONDATION MARIE-VINCENT**  
WWW.MARIE-VINCENT.ORG  
1 888 361 2423

**LES PETITES ANNONCES**

**560 ENTRETEN, RÉNOVATION**

RÉNOVATIONS de tous genres. Satisfaction garantie. Prix raisonnable. 596-1100(Jean)

RÉNOVATIONS GÉNÉRALES cuisine, salle de bain, maçonnerie, menuiserie, peinture. 514-983-3432

SYSTÈMES D'ALARME FEU-VOL  
Avec ou sans fils, télé-surveillance, grillages, caméras, intercoms. Pour tous vos besoins en sécurité. Total Service. 514-990-8010

**575 DÉMÉNAGEMENTS**

G. JODOIN TRANSPORT INC.  
Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurances complètes. 253-4374

**FONDACTION JEUNES ET SOCIÉTÉ**

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541 poste 240  
Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

**FAITES UN DON... POUR AIDER CEUX QUI AIDENT**

La Fondation Baluchon Alzheimer aide les familles ayant un membre atteint de la maladie d'Alzheimer

Utilisez les cartes dans les maisons funéraires. Nous enverrons votre message de sympathie à la famille éplorée.

Renseignements: (514) 762-2667

**Donnez à des gens qui aident des gens qui aident des gens**

**Centraide du Grand Montréal**  
(514) 288-1261  
www.centraide-mtl.org

**MOTS CROISÉS**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

**HORIZONTALEMENT**

- Métallurgiste.
- Bédouin. En dehors de.
- Électrice.
- Sottise. - Musclic.
- À demi. - Poirée. - Ville de Turquie.
- Auteur de Mémoires historiques.
- Animal lent. - Trou mural.
- Cellule nerveuse. - Dévidoir pour la soie.
- Contrebatterie. - Épée.
- Créateur. - Interlock.
- Dry. - État d'exaltation violente.
- Escarpement rocheux. - Utiliser. - "Hors".

**VERTICALEMENT**

- Avec érudition. - Scandium.
- Moquerie. - Canard marin.
- Moment. - Prénom du Rocket Richard.
- Outil pour enlever les barbes d'une

**Solution d'hier**

Q	A	V	E	P	H	O	T	E
O	V	E	C	H	A	N	D	E
X	A	N	T	H	O	D	E	M
C	H	A	N	T	H	O	D	E
P	A	L	E	N	T	I	E	R
G	E	R	E	N	E	R	E	
S	U	A	N	T	E			
C	O	C	H	E				
H	E	I	S	S				
E	I	N	T	E	R			

## ÉTHIQUE ET RELIGIONS

Chrétien et l'argent des entreprises

# Le legs inattendu de la réforme du financement électoral

**M**algré des réactions négatives dans les rangs de son parti, le premier ministre Jean Chrétien entend aller de l'avant avec son projet de réforme du financement des élections. Lui qui doit sa longue carrière, sinon à l'argent des grosses entreprises, du moins à une tradition de favoritisme, il entend laisser dans son héritage politique un grand nettoyage de la démocratie canadienne. Divers scandales qui ont jeté une ombre sur la fin de règne du chef libéral ne seraient pas étrangers à ce legs inattendu de rénovation éthique.

Non que les dons des entreprises qui alimentent la caisse libérale vaudraient aux gens d'affaires un accès privilégié au cabinet ou une influence indue sur les politiques. Le chef libéral est ici en complet désaccord avec Sheila Copps, une collègue d'expérience, qui voit dans ces liens une entrave à l'action du gouvernement. A cette corruption indirecte la porte serait déjà fermée. Une fois élus, même avec «l'argent de Power Corporation», les ministres seraient libres d'agir dans le seul intérêt du peuple.

Pourquoi alors cette réforme? Le projet n'est pas curatif, doit-on croire, mais préventif. Le chef libéral veut stopper l'érosion de la confiance populaire dans la classe politique, qui serait injustement victime des apparences. Mais surtout, il veut préserver le régime canadien de pratiques comme celles des États-Unis, où même un sénateur connu comme Hillary Clinton passe son temps à amasser des fonds pour sa réélection.

Cette défense des responsables politiques et de leur devoir de se consacrer à leur tâche étonne quelque peu, vu le statut marginal qui les attend une fois que le chef a daigné signer leur bulletin de présentation. L'entourage du premier ministre, non les députés élus sous sa bannière, détient le pouvoir. L'équilibre serait fort différent si le cabinet devait son mandat de gouverner à une majorité de députés pleinement libres et financièrement autonomes.

Le régime actuel rend les élus captifs du parti et du chef, car la plupart doivent leur élection, non d'abord à la volonté des citoyens et à leurs capacités personnelles, mais à la caisse du parti et à la campagne qu'elle finance. Remplacer l'argent des compagnies par des fonds publics — même équitablement partagés entre les partis — donnerait-il plus de poids aux élus? Pas si les règles qui concentrent autant de pouvoir entre les mains de quelques personnes ne changent pas elles aussi.

### Moins sévère que la loi Lévesque

Il est vrai qu'un député, s'il possède les contacts d'un Paul Martin au sein du monde économique, peut se bâtir une caisse redoutable. Interdire un jour pareil financement sera de nature à instaurer un peu plus d'égalité entre les députés et entre les futurs candidats à la direction du parti. Mais faire dépendre de l'État ce nerf de la lutte électorale n'est guère une meilleure solution. Le remède à la plaie américaine que le chef libéral veut prévenir au Canada tient plutôt dans une plus stricte limite des dépenses permises en temps d'élection.

Jean Chrétien, faut-il comprendre, n'entend pas imiter René Lévesque. Son projet n'irait pas, croit-on, jusqu'à interdire les dons politiques des entre-

prises et des syndicats. Le régime réservant ces fonds aux seuls citoyens — une réforme qui a fait la gloire du fondateur du Parti québécois — est déjà foulé aux pieds au Québec. Certains de ses adeptes d'hier veulent même ouvrir désormais ce financement aux groupes économiques et sociaux. Si la loi Lévesque n'est pas respectée, en quoi une loi Chrétien, moins sévère, le serait-elle davantage?

Entre-temps des tribunaux ont, ailleurs au pays, commencé d'invalider les restrictions imposées aux groupes qui veulent intervenir dans une campagne électorale. Une campagne n'est pas la propriété des partis, toute la société devrait pouvoir y participer. Mais, si l'exercice ne doit pas être pipé, il importe d'assurer un équilibre entre les forces en présence. Aucun groupe ne saurait acheter un représentant, un parti ou une élection, comme c'est le cas en d'autres pays. Pourtant, même au Canada, la porte est encore ouverte à de graves abus.

Ainsi, rien n'empêche le cabinet fédéral d'intervenir dans une campagne provinciale, y compris avec des fonds publics. Rien non plus n'interdit à un gouvernement provincial de jeter ses forces et des deniers publics dans l'arène fédérale. Le Québec a connu ces deux distorsions du système.

Rien surtout ne protège le débat démocratique contre les menées plus ou moins occultes d'organisations «indépendantes» financées par des intérêts privés. (L'Institut Fraser, par exemple, qui se fait fort d'influer sur la politique du pays, ne serait pas touché par une loi limitant l'apport financier des entreprises.)

Pire encore: le gouvernement a avalisé la formation de groupes de presse comme CanWest Global. Ces oligopoles ont la capacité, peut-être pas encore d'imposer leur agenda au cabinet, mais sûrement d'amortir les voix dissidentes. Avec cette concentration de la propriété des médias, il devient de moins en moins possible aux citoyens de prendre pied dans l'arène publique. Pourtant, en démocratie, la liberté de presse n'est pas moins importante que l'intégrité des élections. Elle en est plutôt l'une des garanties.

Certes, il est un peu plus compliqué pour Ottawa de préserver l'accès des citoyens à une presse libre de protéger leur vote contre l'afflux de fonds indus. Mais l'un n'est pas moins vital que l'autre.

D'autres redressements s'imposent. À quoi bon une plus grande égalité entre les partis et entre les électeurs si un premier ministre peut déclencher un scrutin à sa guise et même en précipiter la tenue en mandat? À quoi bon aussi nettoyer le financement des élections, si la sélection d'un chef de parti et futur premier ministre dépend, non d'abord des citoyens ou même des membres du parti, mais d'un clan qui possède les moyens de noyauter un congrès de direction?

Une réforme du financement électoral est nécessaire. Mais le projet du premier ministre n'est sans soulever des doutes. La menace qu'il brandit d'une élection-surprise si ses députés refusent de le suivre dans cette voie évoque plus une gouvernance autoritaire qu'une inspiration démocratique. D'aucuns verront peut-être dans une mise à l'écart des entreprises un dernier coup contre Paul Martin, qui y a récolté des millions. A défaut d'empêcher son couronnement comme prochain chef, Jean Chrétien réduirait les moyens de son successeur de remporter une trop éclatante victoire au prochain scrutin. Quoi qu'il en soit, l'intérêt du pays indique une autre



Jean-Claude Leclerc



Le premier ministre Jean Chrétien dépose son bulletin de vote dans sa circonscription lors des élections fédérales de 1997.

voie. Si les libéraux restent libres de réformer comme ils l'entendent les règles de leur parti, ils n'ont pas la même liberté à l'égard du régime électoral. Pour qu'elle redonne à la politique fédérale son prestige et la confiance des électeurs, la réforme du système gagne à reposer sur l'assentiment de l'ensemble des députés et des partis présents aux Communes.

Mieux encore, la démocratie n'étant pas la chose

des élus et des partis, mais du peuple, il importe que le système électoral fasse une place à toutes les forces du pays, non aux seules organisations établies.

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

## M<sup>gr</sup> Marc Ouellet devient le 24<sup>e</sup> archevêque de Québec

PRESSE CANADIENNE

Québec — L'arrivée de M<sup>gr</sup> Marc Ouellet au poste de 24<sup>e</sup> archevêque de Québec a été célébrée, hier, à la Basilique de Québec.

Agé de 58 ans, le successeur de M<sup>gr</sup> Maurice Couture, qui concluait un règne d'un peu plus de 12 ans au diocèse de Québec, a été accueilli par quelque 800 personnes. De nombreux dignitaires, notamment Lise Thibault, lieutenant gouverneur du Québec, Jean-Paul L'Allier, maire de Québec, des représentants des gouvernements fédéral et québécois ainsi que quatre cardinaux et 45 évêques, ont pris part à la cérémonie.

«Ebloui par votre curriculum vitae, j'ai même laissé échapper que je n'étais pas digne de délier les courroies de votre chaussure», a lancé M<sup>gr</sup> Couture, dans une allo-

cution pleine d'émotion et d'honneur, conduisant son successeur à la cathèdre.

À la tête du plus ancien diocèse du pays, le nouveau primat souhaite poursuivre dans la voie tracée par son prédécesseur, celle de l'évangélisation de la jeunesse.

Dans son homélie, M<sup>gr</sup> Ouellet a évoqué le taux de suicide élevé chez les adolescents québécois et le faible taux de natalité. Il a en outre dit espérer «régénérer la culture chrétienne», malgré le fait que l'Église se fasse «plus discrète et plus modeste qu'autrefois».

«Ne tombons pas dans l'idolâtrie de l'argent, du sexe et du pouvoir médiatique», a-t-il déclaré.

M<sup>gr</sup> Ouellet est né en Abitibi. Il a été désigné archevêque par le pape Jean-Paul II, après avoir œuvré à l'étranger et occupé le poste de secrétaire au Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, à Rome.

FRANÇOISE KADRI  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Tokyo — Philippines, Thaïlandaises, plus récemment Colombiennes, Slaves ou Chinoises, elles sont environ 40 000 à travailler pour l'industrie du sexe au Japon, où la législation est très tolérante pour les mafieux qui les exploitent.

«Pourquoi le Japon? Parce que c'est la deuxième économie mondiale. C'est aussi un paradis pour trafiquants [de femmes], car il n'y a pas de sanctions pénales», a regretté Omaira Rivera, assistante sociale à l'ambassade colombienne au Japon, lors d'une conférence organisée cette semaine à Tokyo par la Fondation Asie.

Selon l'association Asian People Together de Kyoto (ouest), début 2002, «80 000 femmes arrivées avec un visa temporaire étaient restées au-delà des délais prévus et la moitié travaillaient comme hôtesse de bar». Il faut y ajouter une bonne portion des 50 000 titu-

laire de visas d'«artistes» délivrés chaque année.

L'APT explique ce phénomène par l'énorme chiffre d'affaires de l'industrie du sexe — très tolérée socialement — qui dépasse les 85 milliards de dollars. Ce secteur est géré, avec l'indulgence de la police, par la mafia japonaise en connexion avec les réseaux criminels mondiaux.

Même si les nouvelles venues savent à l'avance qu'elles ne devront pas se contenter de parler avec les clients des bars ou boîtes de strip-tease des quartiers «chauds» des villes japonaises, la réalité est bien pire que prévu.

Elles sont vendues à la mafia japonaise qui envoie les plus malchanceuses dans des maisons closes, où elles doivent accepter jusqu'à 15 clients par jour au risque de tortures et menaces, et les autres dans des établissements répertoriés comme snack-bars ou salons de massage pour dissimuler le commerce de la chair, officiellement illégal.

«On leur dit qu'elles ont une dette à rembourser [pour leur billet d'avion, le logement au Japon et leur nourriture]. Elles sont donc contraintes de se prostituer, elles sont enfermées et surveillées 24 heures sur 24», a souligné Keiko Otsu, directrice du foyer d'accueil HELP.

La stagnation économique a rendu leur situation encore plus difficile. Jusqu'il y a dix ans, elles pouvaient «rembourser» leur dette après quelques mois, mais «maintenant elles n'y arrivent pas même au bout de deux ou quatre ans», selon Mme Kotsu.

Comme elles sont en séjour illégal, elles n'ont pas droit à la sécurité sociale. «Ces quinze derniers mois, nous avons eu 50 décès du sida. Les victimes n'étaient pas allées à l'hôpital parce qu'elles avaient peur et pas d'argent», a expliqué l'ambassadeur thaïlandais à Tokyo, Kasit Piromya. Chaque jour, une ou deux femmes cherchant à échapper à la prostitution se réfugient à l'ambassade.

Les participants se sont ré-

jouis que le Japon ait entamé le processus de ratification du protocole des Nations unies bannissant le trafic humain, mais il faudra du temps pour élaborer et voter les lois d'application.

Pour Kinsey Dinan, chercheuse de l'Université américaine de Columbia, «le Japon est plus réticent que les autres pays à reconnaître que ce problème existe».

Elle juge essentiel que les sanctions soient suffisamment lourdes et les victimes protégées. Actuellement, ce sont souvent elles qui sont punies: arrêtées pour immigration illégale, elles sont détenues dans des centres spéciaux avant d'être rapatriées.

Yoko Yoshida, avocate membre d'APT, est sceptique sur la bonne volonté des autorités: Le Japon dispose déjà de lois sur le travail forcé ou sur la séquestration de personnes, mais «ce genre d'affaires n'arrive jamais devant les tribunaux et quand cela se produit, les auteurs sont au pire condamnés à une amende».

## Plaidoyer du pape pour la famille traditionnelle

ASSOCIATED PRESS

Cité du Vatican — Le pape a mis en garde les chrétiens hier contre les versions «inauthentiques» de la famille, affirmant que la seule véritable union aux yeux de Dieu était celle d'un homme et d'une femme.

Jean-Paul II s'exprimait depuis son balcon sur la place Saint Pierre de Rome, à l'issue de la IV<sup>e</sup> Rencontre mondiale des familles organisée du 23 au 26 janvier à Manille (Philippines), au cours de laquelle les autorités catholiques ont réaffirmé leur refus du divorce, de l'avortement et du mariage homosexuel.

Le souverain pontife a estimé que la famille fondée sur l'union

d'un homme et d'une femme était le signe authentique «de la vie et de l'espoir pour l'humanité».

La famille, pour Jean-Paul II, «n'est certainement pas celle, inauthentique, fondée sur l'égoïsme individuel. L'expérience a montré qu'une telle «caricature» n'avait pas d'avenir et ne donnait d'avenir à aucune société».

Agé de 82 ans, le pape n'a pas assisté à la conférence sur la famille cette année, contrairement aux trois dernières années, en raison de sa santé fragile et du déplacement éprouvant que cela représenterait, mais il a fait diffuser son message aux participants samedi par satellite. La prochaine conférence aura lieu à Valence, en Espagne, en 2006.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Caire — La justice égyptienne doit rendre son verdict aujourd'hui dans le procès des affrontements interconfessionnels de Kocheh, alors que le gouvernement multiplie les gestes en faveur de la minorité chrétienne du pays.

L'affaire est jugée par la Cour criminelle de Sohag (500 km au sud du Caire), devant laquelle comparaissent 96 Égyptiens, tenus comme responsables des massacres entre musulmans et coptes (chrétiens d'Égypte) en janvier 2000 au

cours desquels 20 chrétiens et un musulman ont été tués.

Il s'agit du deuxième procès concernant les massacres du village de Kocheh. La Cour de cassation avait ordonné en juillet 2001 de rejeter les accusés, après un premier verdict rendu en février et jugé par les coptes comme trop clément.

Les accusés, 58 musulmans et 38 coptes, avaient plaidé non coupable à l'ouverture du deuxième procès, début novembre 2001.

Lors du premier procès, le tribunal s'était contenté en février 2001 de prononcer des peines allant de

un à douze ans de prison ou de travaux forcés contre quatre accusés et avait acquitté les 92 autres.

Aucun des quatre condamnés, tous de confession musulmane, n'avait été reconnu coupable de meurtre. Deux seulement avaient été jugés coupables «d'homicide involontaire», alors que les deux autres ont été jugés pour détention illégale d'armes et pour vandalisme.

Des représentants de l'Église copte avaient alors vivement protesté contre le verdict, qui a soulevé des craintes parmi les coptes d'Égypte, estimant qu'il encourageait

«les musulmans à tuer les chrétiens».

Une simple querelle entre un commerçant copte et un musulman avait été à l'origine des troubles, qui ont éclaté le 31 décembre 1999 à Kocheh, village peuplé en majorité de coptes, et qui se sont ensuite étendus à la ville voisine de Dar al-Salam, dans la province de Sohag.

La communauté copte en Égypte, minorité économiquement influente mais sous représentée dans la vie politique, compte environ cinq millions de membres sur plus de 67 millions d'habitants, selon les statistiques officielles.

ÉGYPTE

## La justice doit rendre son verdict dans un procès de massacres de chrétiens